

Les statistiques des prix comme lien politique ?

Politique des prix et contestation contre la vie chère dans l'histoire au Burkina Faso.

Vincent Bonnecase

La question du prix a acquis dans ces dernières années une place importante au Burkina Faso comme dans d'autres pays d'Afrique ou d'ailleurs, tant dans l'expression collective de ce qui n'est pas juste que dans la gestion politique du mécontentement social. En témoignent les « mouvements contre la vie chère » qui se sont manifestés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso en février 2008 dans le contexte d'envolée des cours céréaliers internationaux, mais aussi la manière dont, depuis lors, la législation sur les prix, les pratiques de contrôle des prix et les procédures de négociations entre les commerçants et les pouvoirs publics ont donné lieu à de multiples réaménagements. Or, cette place du prix dans l'expression du politique n'est pas nouvelle, pas plus qu'elle ne saurait s'analyser comme la simple résultante de la forte augmentation des cours internationaux des céréales et des hydrocarbures au milieu des années 2000 : elle s'ancre dans une longue histoire proprement locale qui est celle des dispositifs hybrides de formation, de calcul et de régulation des prix, mais aussi celle de la colère populaire et des attentes normatives vis-à-vis de l'État et de sa propension à assurer le juste accès des populations aux denrées de première nécessité. Le but de mon intervention sera à la fois de revenir sur cette histoire, depuis les années 1960, et d'interroger en quoi la mémoire recomposée de cette histoire alimente les répertoires contemporains de la protestation et de la légitimation.